

blème, le remaniement des collèges électoraux, ou ce que l'on appelle en Angleterre la distribution nouvelle des sièges. Dans une réunion formée d'un nombre considérable de membres du parti tory, M. Disraeli avait annoncé, avec l'approbation de ses amis, que tel était le terrain choisi par l'opposition et qui devait lui être le plus favorable. Peu de jours après en effet, un amendement conçu selon ces idées était annoncé par le représentant d'une des maisons patriciennes du parti whig, par le comte de Grosvenor, fils et héritier présomptif du riche marquis de Westminster. Cet amendement, qui sera soutenu par les tories, décidera du sort du bill et de la destinée du ministère. Les deux choses sont étroitement liées ; il est certain que le mécontentement excité par le bill dans une section du parti whig a mis en péril l'existence du cabinet ; il n'est pas douteux non plus que le peu de faveur que rencontre dans le public politique l'administration formée par le comte Russell n'augmente le nombre des adversaires du bill. C'est en tout cas un fâcheux symptôme pour le ministère que l'opposition ait pour organe en cette circonstance un whig du rang et du nom de lord Grosvenor. Les débats de la chambre des communes ont sans doute des péripéties imprévues, et il serait téméraire de prédire positivement l'échec ministériel. Cet échec cependant est probable. Au fond, l'objection opposée au bill pour l'amendement de lord Grosvenor est juste. Dans l'état compliqué du système électoral anglais, la réforme ne peut se borner à une réduction du cens. Il faut savoir encore comment le cens nouveau se combinera avec le nouveau classement des groupes représentés. Il y a là des droits, des intérêts, des forces qui doivent se combiner, se contre-ba-

lancer, et dont le législateur ne peut mesurer l'équilibre, si on ne lui soumet qu'une seule des deux données du problème. La société politique influente d'Angleterre, en se décidant à un changement de cabinet, montre également un grand tact et un juste sentiment de l'à-propos. On comprend en Angleterre qu'il est déraisonnable et impolitique de perpétuer au pouvoir les mêmes hommes ; pour élargir le personnel des hommes d'état, il est sage, quand aucun intérêt important ne s'y oppose, de faire passer alternativement au pouvoir ce qu'on pourrait appeler les états-majors des grands partis. Le temps des tories est bien venu. Les tories d'ailleurs, qui sont toujours très puissants pour retarder les réformes désirables quand ils sont dans l'opposition, se sont montrés souvent plus habiles à les réaliser que les whigs quand ils arrivent au pouvoir. Il serait dommage pour les intérêts de l'Angleterre de laisser trop longtemps inoccupés les talents d'hommes aussi distingués que M. Disraeli et lord Stanley ; il y a de jeunes membres du parti qu'il importe d'appliquer au maniement des affaires, tels que lord Cranborne. Un ministère nouveau pourrait aussi contracter d'utiles alliances qui ajouteraient des forces précieuses au parti conservateur ; on ne voit pas pourquoi, par exemple, M. Lowe, que les whigs n'ont point traité suivant ses mérites, ne pourrait pas servir à côté de M. Disraeli et de lord Stanley. Un autre résultat utile d'un ministère tory serait de donner le temps au parti libéral, dont la mort de lord Palmerston a laissé les élémens assez désunis, de mieux se combiner, de devenir plus homogène et plus discipliné dans l'opposition. Ces conjectures sont un peu prématurées ; il n'est cependant pas possible de promettre une